

## **A Monsieur Phil Hogan, Commissaire européen à l'Agriculture,**

[« Fake news et désinformation »](#), tels sont les mots que vous avez choisis pour disqualifier notre témoignage et nos recherches sur la concurrence du lait en poudre et des mélanges de lait écrémé et de matières grasses (MGV) en poudre, ou Fat Filled Milk Powder sur la filière laitière locale en Afrique de l'Ouest, notre région.

Nous, productrices et producteurs, transformatrices et transformateurs, actrices et acteurs de la filière laitière locale dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest, [nous sommes venus à Bruxelles pour témoigner de notre réalité quotidienne et enclencher le dialogue nécessaire avec l'Europe](#) sur des enjeux dont l'actualité a montré qu'ils nous sont communs. Nous nous étions préparés à des désaccords mais pas à ce que l'on dénie notre réalité, notre légitimité à nous exprimer sur ce que nous constatons chaque jour. Nous savons que la politique de développement de l'Union européenne a pour objectif principal l'éradication de la pauvreté et que la cohérence des politiques au service du développement constitue un élément essentiel de la contribution de l'Union européenne à la réalisation des ODD. Nous connaissons aussi la situation actuelle du Sahel – où cohabitent espoir démocratique, crise climatique et pastorale, augmentation des conflits et violences, intervention militaire étrangère, mouvement de population... – et le soutien de l'Union européenne comme partenaire auprès de nos Etats. C'est pourquoi ces mots, en contradiction apparente avec ces engagements, nous ont grandement surpris et étonnés.

### **Monsieur Hogan, le lait local est crucial dans nos économies agro-pastorales et doit être au cœur de politiques régionales volontaristes.**

L'Afrique de l'Ouest est depuis longtemps une importante région d'élevage et de production du lait. [Le pastoralisme et l'agropastoralisme](#) font vivre, génèrent des revenus et assurent la sécurité alimentaire pour plus de 48 millions de pasteurs et agro-pasteurs.

Malgré son apport considérable à l'économie des pays de l'Afrique de l'Ouest, la filière lait local fait face à d'énormes défis tels que les faibles niveaux de soutien et développement de la production, de la collecte, et de la transformation. [La production ouest-africaine est estimée à 4 milliards de litres de lait traité, couvrant environ 50 % de la consommation, mais dont seulement 2 % sont collectés et transformés par les mini-laiteries et l'industrie laitière.](#)

En l'absence de politiques volontaristes des Etats ouest-africains pour optimiser la production et la transformation laitière, une concurrence déloyale de poudres de lait ou de substituts aux huiles végétales crée un obstacle au développement des filières locales au profit d'importations importantes et croissantes.

### **Oui, Monsieur Hogan, [la concurrence des poudres de lait et de mélanges de lait et de matières grasses végétales \(MGV\) sur la filière laitière locale est une réalité](#) et met à mal le développement de la filière locale.**

Nous, acteurs et actrices de la filière laitière locale, nous voyons dans les frigos des boutiques de Ouagadougou et de Bamako, ou dans la négociation du prix de notre lait avec les laiteries, nos productions concurrencées par les exportations européennes.

Les différentes études, [dont celles menées par des acteurs reconnus comme le CIRAD ou le GRET](#) auxquels les services de la Commission européenne font aussi appel, démontrent depuis plusieurs années que les poudres classiques exercent une concurrence sur le lait local et aujourd'hui, les mélanges lait écrémé-MGV en poudre amplifient cette concurrence puisqu'ils sont en moyenne vendus aux consommateurs 30 % moins chers que la poudre de lait entier.

Depuis 2015, l'Afrique de l'Ouest importe plus de mélanges lait écrémé-MGV en poudre que de poudres de lait écrémé et entier combinées. [En 2018, selon nos estimations, l'Afrique de l'Ouest a importé 276 892 tonnes de mélange lait écrémé-MGV en poudre, soit 24 % de plus qu'en 2016, et 234 % de plus qu'en 2008.](#) En 2018, 74,9 % des exportations UE de poudres de lait et de mélanges vers l'Afrique de l'Ouest ont consisté en mélange poudre de lait écrémé-MGV en poudre. Selon nos estimations, 34,7 % des exportations UE de ce type de mélange sont

à destination de l'Afrique de l'Ouest (30 % selon les chiffres de la Commission européenne)- Ces différents chiffres montrent l'importance de ces exportations. Monsieur le Commissaire, à propos de la poudre de lait écrémé, [vous mentionniez dans votre intervention que seul un infime pourcentage des exportations européennes envers l'Afrique était destinée à l'Afrique de l'Ouest](#) ; les statistiques officielles de l'Union elle-même indique qu'il s'agit en réalité de 17 %.

Vu l'ampleur de la production européenne de produits laitiers, nier le problème en arguant qu'une faible proportion de la production est exportée tel que vos représentants le firent lors de nos discussions, ne traduit pas les conséquences de ce commerce pour notre région, pour le développement de la filière laitière locale, pour la survie de ces millions de femmes et d'hommes qui dépendent de l'élevage pour leur survie. Le débat sur les chiffres ne doit pas occulter notre demande de reconnaître nos réalités et ne peut servir à refuser de discuter des réponses à apporter.

Nous constatons aussi qu'il existe un manque de données consolidées, en particulier les données sur les exportations de MGV sont peu transparentes. Une incompréhension qui s'est traduite dans vos déclarations et la communication de vos services par la suite. Lors [des 72h du lait de Bruxelles](#) nous avons demandé que la transparence soit faite, notamment en intégrant ces flux dans le mandat de l'Observatoire européen du marché du lait ou dans les mécanismes de redevabilité de la politique agricole commune envers les pays tiers.

**Monsieur Hogan, le marché ouest-africain est d'un intérêt stratégique pour la PAC actuelle et ses industriels européens.**

La réforme de la PAC mise depuis ces dix dernières années sur une croissance exportatrice de son secteur laitier et vise une augmentation de ses exportations de 2 % par an d'ici 2030. Attirées par un marché ouest-africain en pleine croissance, [les entreprises laitières européennes y investissent fortement dans la transformation et la commercialisation](#). Elles exportent depuis l'Europe des poudres de lait écrémé ou entier à bas coûts, et depuis quelques années, massivement des mélanges de lait écrémé et de graisses végétales en poudre.

L'investissement de ces groupes européens ne se fait pas, à l'heure actuelle, en faveur du lait local. Seul 20 % de ces entreprises collectent du lait local et en faible quantité : environ 30 000 litres par jour pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, infiniment peu par rapport aux capacités de transformation de poudre qui se chiffrent en millions de litres par jour.

Enfin, Monsieur Hogan, lors de notre visite en avril, vos services nous ont expliqué que la survie des productrices et producteurs de lait européens dépendaient de leur accès aux marchés d'exportations. Nous ne le pensons pas, l'augmentation des exportations européennes ne s'est pas accompagnée d'une amélioration de la situation pour nos alter-ego européens. Et même si cela devait être le cas, la survie du secteur laitier européen ne peut se faire, au vu de son potentiel, aux dépens du développement des opportunités économiques de nos filières laitières locales en Afrique de l'Ouest et de la souveraineté alimentaire de nos Etats et pour le développement économique de nos territoires ruraux qui, comme vous le savez, se trouvent, notamment dans l'espace sahélien, au centre d'une profonde crise économique et de gouvernance.

**Monsieur Hogan, vous vous trompez quand vous dites que nous voulons promouvoir une politique de famine !**

Nous revendiquons en effet [une protection plus importante des marchés ouest-africains par rapport aux importations bon marché, accompagnée de politiques favorables au développement de la filière laitière locale](#), car pour nous c'est un levier pour la sécurité alimentaire et le développement économique local. Nous, productrices et producteurs d'Afrique de l'Ouest devons pouvoir vivre de nos revenus. Nous ne pouvons nous réduire à devenir des consommateurs de produits d'importations bon marché.

[Au Kenya, une politique de protection tarifaire ambitieuse \(60 %\) a permis au pays d'être autosuffisant en lait et ce sans impact négatif sur la sécurité alimentaire.](#) Aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest, les importations de poudre de lait et de mélange lait écrémé-MGV ne nourrissent pas les populations rurales pourtant parmi les plus vulnérables de la région (c'est au lait local de le faire !). Au contraire, elles limitent leurs opportunités de transition au sein d'une filière dynamique et avec un grand potentiel, notamment dans l'approvisionnement des milieux urbains.

Nous ne plaidons pas pour l'arrêt des exportations européennes vers l'Afrique de l'Ouest du jour au lendemain. Nous avons démontré à travers nos réalisations sur le terrain et les recherches récentes que la poudre de lait pouvait jouer un rôle important dans une filière laitière locale en développement. Mais pas à ce prix-là ! Ce que nous demandons à l'Union européenne, c'est de favoriser et d'encourager l'espace politique, économique et commercial qui favorise le décollage de la filière laitière locale et son inclusion effective dans les circuits de la transformation industrielle.

**Monsieur Hogan, nous ne servons pas les seuls intérêts des producteurs européens, nous désirons être sujets et acteurs du développement durable de nos agricultures.**

Nous avons entendu certains de vos collègues dire que nous sommes instrumentalisés par nos collègues européens. Nous poursuivons l'objectif de pouvoir vivre dignement de notre travail et de contribuer de manière solidaire au développement durable de nos agricultures et nos territoires, nous travaillons au développement du lait local et équitable en Afrique et œuvrons à changer les politiques afin qu'elles nous permettent de réaliser cet objectif.

L'exportation des mélanges de lait écrémé et d'huiles végétales est la conséquence la plus nocive d'une politique européenne défaillante. Une politique qui pousse à produire toujours plus au prix le plus bas, menant à des crises de prix successives obligeant les producteurs et productrices européens à vendre leur lait à des prix qui ne leur permettent pas de vivre dignement. Cette politique laitière européenne vient à l'encontre des efforts de l'aide publique au développement de l'Union européenne qui s'investit pourtant dans le développement durable du Sahel. Nous avons parlé avec nos collègues européens, nous sommes allés dans leurs fermes. Ils témoignent comme nous de la difficulté à vivre dignement de leur travail. Nous vous le demandons, n'exportez pas vos problèmes.

C'est pourquoi nous développons une alliance avec les producteurs européens à travers nos [campagnes « Mon lait est local »](#) en Afrique de l'Ouest et [« N'exportons pas nos problèmes »](#) en Europe. Nous demandons donc à l'Union européenne de mettre en œuvre les mesures proposées dans [la déclaration des 72h](#) de lait à Bruxelles

**Monsieur Hogan, vous avez un rôle clef à jouer pour contribuer à un cadre favorable au développement de la filière laitière locale en Afrique de l'Ouest.**

Nous, productrices et producteurs ouest-africains et autres acteurs de la filière, nous connaissons le rôle clef de nos Etats pour développer le lait local et nos premiers efforts se dirigent vers eux. C'est avec beaucoup d'enthousiasme et d'espoir que nous avons accueilli la décision de la CEDEAO de mettre en place [une offensive régionale pour la promotion des filières lait local](#) et l'exemple du Kenya montre bien que des résultats sont atteignables en cas de soutien. Cependant cette initiative qui devrait proposer une batterie de mesures ambitieuses pour accompagner le développement de la filière lait local et lui permettre de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des Etats d'Afrique de l'Ouest tarde à se mettre en place. Nous demandons donc à la CEDEAO et à nos plus hauts représentants politiques de passer des mots à l'action.

En tant que partenaire stratégique de la région ouest-africaine et région d'origine de la majorité de la poudre de lait et des mélanges de lait écrémé-MGV en poudre à destination de nos pays, l'Union européenne porte une responsabilité importante.

Vos mots : « fake news et désinformation » n'ont rien changé à la réalité qui est la nôtre – seuls vos actes politiques et ceux de vos collègues et successeurs le pourront et cela autant dans l'intérêt des citoyens et des producteurs de lait européens que ouest-africains.

Nous avons signé une déclaration le 10 avril qui synthétise nos propositions. A l'heure où l'Union européenne redéfinit sa politique agricole commune et réfléchit à ses orientations pour contribuer au développement de l'agriculture africaine, nous avons besoin d'un dialogue franc et informé sur les enjeux qui nous sont communs.

Nous sommes venus en Europe. Aujourd'hui, en cette Journée mondiale du lait, nous, acteurs de la filière locale en Afrique de l'Ouest, vous invitons à venir visiter nos exploitations, nos mini-laiteries, nos industries et nos pays. Nous souhaitons vous donner l'occasion de voir de vos propres yeux ce que nous vivons et d'échanger de manière constructive avec les acteurs concernés.



Contact : Madame Hindatou Amadou - Coordinatrice de la campagne Mon Lait est Local